



SAMEN STERK
ENSEMBLE ON EST PLUS FORTS

Les partis ont répondu, leurs positions au sujet de l'avenir de votre statut sont maintenant beaucoup plus claires. Comment le SETCa analyse-t-il leurs réponses? **Un aperçu:**



Le SP-A répond par l'affirmative à toutes les questions. Ils font référence à leur proposition de loi, qui ouvrirait les mêmes droits pour les ouvriers en matière de licenciement que les employés qui bénéficient d'un bas salaire. Ils laissent pourtant la chance aux interlocuteurs sociaux de trouver une solution.



PTB+ répond positivement aux différentes questions. Il revendique de meilleurs droits sociaux sans toucher aux droits des employés.



Ecolo répond positivement aux 3 questions. Sa vision par rapport aux acquis sociaux des employés, à la prise en charge des coûts et au dialogue social rejoint nos positions.



Le PS répond positivement à toutes les questions posées! Il plaide en faveur d'une harmonisation des statuts et d'une intervention des interlocuteurs sociaux. Leurs réponses auraient cependant pu être un peu plus précises en ce qui concerne le maintien du statut employé.



Groen! opte pour un statut unique. Ils ne souhaitent pas organiser une course vers le bas mais nous constatons qu'ils ne parlent pas de la préservation des droits des employés. Leur vision sur le financement du licenciement et leur souhait de laisser la discussion dans les mains des interlocuteurs sociaux remporte notre approbation.



Le cdH répond par l'affirmative à toutes les questions et laisse la priorité à la concertation sociale.



Le CD&V reste tout à fait vague en ce qui concerne le contenu du dossier en lui-même. Une réponse positive vient seulement pour la troisième question : c'est aux interlocuteurs sociaux de trouver une solution.



A première vue, le MR répond positivement aux questions. Cependant, le lien qu'ils effectuent dans la discussion avec le thème de l'employabilité et l'encadrement pour les entreprises à cet égard nous posent de sérieux problèmes.



La NV-A plaide pour imposer un statut unique des travailleurs, lié à une réforme des indemnités de licenciement et de chômage. Cette solution doit être imposée par les politiques, et les employés sont uniquement consultés. Après la réforme, les organisations syndicales ont 3 ans pour s'adapter. Il n'est pas nécessaire d'expliquer qu'une opération unilatéralement imposée et précipitamment effectuée peut seulement mener à une casse sociale générale.



Les libéraux Flamands plaident en faveur d'un statut unique. Ils ne laissent subsister aucun doute : ce sont les employés qui devront lâcher du lest. Ils ne fournissent aucune réponse au sujet du financement des licenciements. L'Open VLD laisse tout de même la discussion dans les mains des interlocuteurs sociaux.